

Transports publics: les cantons périphériques dans la ligne de mire!

Dernièrement, le Jura, à l'instar des cantons périphériques, subit une salve d'attaques dans le domaine des transports publics, qui laisse penser que seuls les grands centres urbains aurait besoin de ces transports. Les dernières attaques en date sont:

L'augmentation des prix des abonnements CFF

Même si les valeurs moyennes suisses laissent faussement croire que les hausses sont modérées, pour les "utilisateurs type" de notre Canton, la note sera salée. Les pendulaires d'abord, qui rapportent une partie non-négligeable de revenus aux finances cantonales, sans pour autant coûter des places de travail localement, verront leurs AG augmenter de 6.5%. Les étudiants ensuite, qui doivent, pour leurs études, aller dans les écoles supérieures que notre canton ne possède pas, payeront +6.7%; les jeunes seront mangés à la même sauce, +6.7%. Les seniors enfin, qui profitent de leur bonne santé pour voyager dans notre pays, devront laisser au guichet +8.5%. La palme revenant au couple pendulaire, qui verra les AG Duo prendre l'ascenseur de quasiment +10%.

Les financements supplémentaires pour les autres

L'argent supplémentaire permettra à l'arc lémanique et à la région zurichoise de voir leurs cadences horaires augmenter et du nouveau matériel roulant sera acheté. Par contre, les jurassiens devront encore se contenter des vieux wagons EWI NPZ des années 60. Bruyants, sans climatisation avec des pannes techniques (et donc des retards) toujours plus fréquentes, le confort et la ponctualité pour les voyageurs jurassiens peuvent attendre! Citons ici par exemple la ligne RegioExpress Bienne-Delle qui est sensée rendre attractif l'arc jurassien avec des liaisons rapides grâce à la futur gare TGV de Belfort. A voir le peu de moyens mis à disposition pour cette ligne, on peut légitimement se poser des questions sur son avenir.

Inégalité des coupes budgétaires

La Confédération, dans son train de mesures d'économie, veut supprimer purement et simplement les lignes dont la fréquentation journalière ne dépasse pas 100 personnes. Pour beaucoup de petites lignes de montagne c'est beaucoup, mais pour le moins vital. Par comparaison, une ligne de l'agglomération zurichoise qui transporte 200 personnes/jour est-elle plus rentable si on tient compte du bassin de population? Clairement non, alors pourquoi pas de suppression? Une fois de plus, les régions de montagne sont totalement discriminées par rapport aux grands centres urbains. Et bien sûr, malgré le fait que les prévisions budgétaires de la Confédération ont été largement trop pessimistes et le fait que les comptes montrent du noir, une question sur la pertinence des économies dans ce domaine se pose.

Sur la base de ce qui précède, nous formulons au Gouvernement les questions suivantes:

- 1) Quels impacts financiers (pour notre Canton) auront l'exode des pendulaires et des étudiants ainsi que la mort lente des petits villages?
- 2) Quelle est la stratégie du Gouvernement concernant la ligne Bienne-Delle(-Paris) ?
- 3) Les finances du Canton permettront-elles de financer les lignes qui sont menacées d'être démantelées? Quelles réponses seront apportées par le Gouvernement aux utilisateurs de ces lignes?
- 4) Quelles mesures seront prises par le Gouvernement pour faire entendre la voix de notre Canton ?

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 20 août 2010

Pour le groupe UDC


Damien Lachat

